IDDRI

BILLET DE BLOG 25 juin 2026

Le premier rapport mondial : un moment décisif pour la gouvernance de la biodiversité

Auteurs

Juliette Landry

Responsable de recherche, Gouvernance internationale de la biodiversité

Agnès Hallosserie

Directrice, programme Biodiversité

Temps de lecture: 11 min



Le premier rapport mondial consacré au Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (Global Biodiversity Framework, ou GBF) marque un jalon important à mi-parcours vers 2030, dans le processus « d'Examen mondial des progrès collectifs ». S'appuyant principalement sur les rapports nationaux et d'autres sources d'information disponibles, il constitue la première tentative collective

d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et des cibles du GBF et d'identifier les défis et opportunités de sa mise en œuvre. Bien que le projet de rapport ait été soumis à un examen par les pairs et qu'il doive encore évoluer vers sa version finale, qui sera examinée fin juillet par les organes subsidiaires de la Convention sur la diversité biologique (CDB), il soulève déjà d'importantes questions quant à la manière d'interpréter les progrès, aux défis qui méritent une attention collective et aux formes de coopération et de suivi qui pourraient s'avérer nécessaires. Ce billet de blog examine en quoi consiste ce premier rapport mondial, ce qu'il nous apprend et les choix qu'il ouvre désormais pour la gouvernance de la biodiversité.

Des réalités nationales, à enrichir d'analyses mondiales et d'autres perspectives ?

Le premier rapport mondial décevra inévitablement ceux qui attendent une évaluation parfaitement précise et exhaustive des progrès accomplis à l'échelle mondiale. Les rapports restent inégaux, de nombreuses stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP), dans leur version actualisée, n'ont pas encore été soumis, la disponibilité des données varie fortement selon les cibles et les pays, et plusieurs méthodologies et indicateurs restent à affiner. Les informations demeurent limitées sur des questions telles que l'efficacité des mesures prises, ainsi que sur les dimensions transversales du GBF, dont les approches mobilisant l'ensemble de la société. Par exemple, l'information relative aux peuples autochtones et aux communautés locales (IPLC) demeure fragmentaire et très variable selon les cibles et les pays (voir le récent *Décryptage* de l'Iddri sur les IPLC). Ces limites ne doivent toutefois pas occulter le message central du rapport ; elles constituent, dans une large mesure, les réalités mêmes de la mise en œuvre dans le domaine de la biodiversité, quatre ans après l'adoption du GBF.

C'est délibérément que l'Examen mondial (Landry *et al.*, 2026) a été conçu comme un exercice piloté par les Parties, partant avant tout des rapports et de l'expérience des pays. Ce choix pèse lourd dans la légitimité du rapport : celui-ci donne à voir où en sont les pays, avec des capacités, des systèmes d'information et des niveaux de mise en œuvre qui varient de l'un à l'autre et, parfois, d'importantes lacunes dans les connaissances. Or, en matière de gouvernance de la biodiversité, le manque d'information constitue souvent, à lui seul, l'un des défis de la mise en œuvre. Vu sous cet angle, le premier rapport mondial offre un premier diagnostic collectif, au plus près des conditions concrètes dans lesquelles les pays s'efforcent d'appliquer le GBF. Cela rend l'exercice politiquement crédible et utile pour la suite.

Pour autant, fonder le rapport mondial sur les rapports nationaux n'exclut pas l'apport de perspectives complémentaires. Les évaluations de l'IPBES (notamment ses récents travaux sur le changement transformateur, l'approche nexus ou les entreprises et la biodiversité), celles d'autres organisations internationales (par ex. FAO, 2026), de la société civile et des IPLC (par ex. Local Biodiversity Outlook 3, à paraître), les enseignements tirés de projets (par ex. BIODEV2030) ou encore les analyses indépendantes (par ex. Immerzeel *et al.*, à paraître) peuvent contribuer à offrir des repères plus larges, à faire ressortir des tendances de long terme et à mettre au jour des enjeux que les rapports nationaux ne reflètent peut-être pas encore pleinement. Sans se substituer aux conclusions du rapport, ces éclairages complémentaires pourraient venir enrichir la discussion.

Récit, messages clés, constats et pistes d'action possibles

Comme convenu par les Parties à Panama en 2025, ce premier rapport mondial évalue et agrège les rapports nationaux ainsi que d'autres éléments disponibles, pour l'essentiel des rapports institutionnels. S'appuyant sur les rapports nationaux de 129 pays, 3 700 cibles issues de 163 pays et les stratégies nationales actualisées par 85 Parties, il s'efforce de structurer un vaste ensemble d'informations très hétérogène, d'en dégager des tendances et d'indiquer les domaines qui pourraient appeler une attention collective croissante. Sans surprise, le rapport ne se laisse pas réduire à une conclusion d'ensemble simple. Il souligne **une dynamique et une mobilisation importantes et « sans précédent » autour du GBF**. Dans le même temps, l'ambition collective ne couvre pas toute l'étendue du GBF, la mise en œuvre demeure très inégale et **les progrès ne se font pas encore au rythme ni à l'échelle qu'exige la réalisation de ses ambitions**. Le soutien financier, technique et institutionnel n'est pas encore à la hauteur des besoins de mise en œuvre.

Le rapport mondial propose donc plusieurs grilles de lecture des progrès collectifs. Dans ses chapitres détaillés, il passe en revue l'ambition et la mise en œuvre cible par cible, pour les 23 cibles, puis objectif par objectif, pour les 4 objectifs, sans oublier des considérations propres aux moyens de mise en œuvre. Ce niveau de détail a son importance : il révèle que les cibles, et même les différents éléments d'une même cible, se heurtent à des blocages distincts et peuvent appeler **des formes différentes de soutien et de coopération**, qu'un message général unique aurait du mal à prendre en compte de façon exhaustive. L'analyse de la cible 1, par exemple, met en évidence d'importants efforts pour réformer les cadres de planification spatiale et déployer de nouveaux outils de cartographie et d'aide à la décision, tout en montrant qu'une planification intégrée, participative et respectueuse de la biodiversité est encore loin d'être généralisée. Par ailleurs, le manque de données et les difficultés méthodologiques font qu'il est difficile de dresser, à l'échelle mondiale, un tableau complet des progrès vers l'objectif d'une planification spatiale respectueuse de la biodiversité couvrant « 100 % », ou la totalité, des zones.

Le rapport prend aussi du recul par rapport aux cibles prises une à une et propose **6 messages transversaux sur les progrès collectifs, ainsi que 2 messages supplémentaires portant sur les processus de planification et d'examen**. Ces messages donnent à penser que certaines dimensions du GBF pourraient mériter une attention collective croissante, parce qu'elles semblent jouer le rôle de conditions favorables au changement ou de blocages récurrents dans plusieurs composantes du Cadre. Le rapport relève par exemple des lacunes persistantes, en matière de données comme de mise en œuvre, pour ce qui concerne les écosystèmes marins, côtiers et les écosystèmes d'eau douce ; il met aussi en avant des cibles et des principes jouant un rôle transversal, tels que les incitations et subventions néfastes, l'intégration et la prise en compte de la biodiversité dans les politiques (*mainstreaming*), ou encore la participation et les approches mobilisant l'ensemble de la société. Plus largement, il révèle la difficulté d'**accélérer l'action sur les dimensions socio-économiques** du GBF.

Il est intéressant de noter que le rapport identifie aussi **de possibles « opportunités » pour la suite**. Certaines pourraient demeurer générales et devraient susciter de nouvelles discussions politiques, en particulier sur des sujets sensibles comme la réforme des incitations et subventions néfastes au titre de la cible 18, ou, plus généralement, les transitions nationales et sectorielles qui pourraient s'avérer nécessaires pour accélérer la mise en œuvre. D'autres opportunités sont plus opérationnelles et consensuelles, et s'appuient sur des instruments et des communautés déjà en place. Le rapport évoque par exemple le rôle que pourraient jouer les nouveaux centres

de coopération technique et scientifique (TSCC), comme espaces d'apprentissage entre pairs sur la mise en œuvre ou comme mécanismes d'appui pour recenser et faire connaître les lacunes et les besoins. Ce faisant, il soulève implicitement la question des ressources, des mandats et des capacités que ces mécanismes nécessiteraient pour soutenir efficacement la mise en œuvre à grande échelle. Plutôt que d'apporter une réponse unique et simple, le rapport ouvre plusieurs pistes d'action et suggère les domaines sur lesquels la coopération et les échanges pourraient se concentrer au cours des quatre prochaines années.

Le défi politique : comment traduire le rapport mondial en action ?

Le rapport mondial produit une quantité considérable d'informations et pourrait appeler une « grille de lecture » commune en vue de la prise de décision. L'attention collective doit-elle se porter sur les cibles qui semblent à la traîne ? Faut-il aussi mettre l'accent sur le changement transformateur et les conditions favorables, afin de lever les obstacles à la mise en œuvre ? Les Parties doivent-elles organiser les discussions autour des moyens de mise en œuvre, des transitions sectorielles ou des approches mobilisant l'ensemble de la société ? La structure proposée par le rapport est-elle la plus utile pour passer à l'action politique, ou faut-il envisager d'autres grilles de lecture ?

Les discussions du SBSTTA et du SBI à Nairobi, en juillet-août 2026, seront importantes : elles permettront d'examiner les conclusions du rapport et d'amorcer la manière dont celles-ci seront interprétées et appropriées sur le plan politique. Le dialogue technique informel récemment annoncé à Kunming, en septembre, pourrait lui aussi offrir une occasion précieuse d'enrichir ce processus d'apports et d'expériences techniques supplémentaires, et d'explorer collectivement ce que les conclusions impliquent pour la mise en œuvre, peut-être en s'organisant autour de quelques axes de travail.

Un rapport, des dialogues et une décision de COP peuvent poser un diagnostic et donner une orientation politique. Mais ils ne suffisent pas. Ce qui paraît de plus en plus nécessaire, c'est un agenda de mise en œuvre capable de maintenir l'attention sur plusieurs priorités, de fixer des jalons entre le premier et le deuxième Examen mondial, et de relier les constats émergents à des possibilités de coopération, de soutien et d'apprentissage.

Un tel agenda n'a pas à reproduire la structure des 23 cibles. Certains axes pourraient porter sur des enjeux transversaux comme le financement et les moyens de mise en œuvre, les approches mobilisant l'ensemble de la société et la participation, ou encore les systèmes de données et de suivi. D'autres pourraient porter sur les secteurs où le changement transformateur s'impose de plus en plus, en s'appuyant sur les travaux déjà menés par la CDB en matière de prise en compte de la biodiversité dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture, les infrastructures, l'énergie et les mines, entre autres (décisions des COP 12 et 13). D'autres encore pourraient porter sur des écosystèmes et des biomes spécifiques, y compris à l'échelle régionale.

Surtout, ces axes n'ont pas tous à être négociés ou mis en œuvre directement dans le cadre de la CDB. Certains pourraient découler de décisions de COP, tandis que d'autres pourraient être portés par des coalitions de pays, des communautés de pratique, des réseaux scientifiques ou d'autres initiatives volontaires. En s'appuyant sur la volonté de certaines Parties et de certains acteurs de faire avancer tel ou tel aspect du GBF, de telles initiatives pourraient renforcer le multilatéralisme en matière de biodiversité : elles créeraient des espaces

d'expérimentation, de coopération et d'apprentissage, tout en maintenant un diagnostic partagé et une orientation politique commune au sein de la CDB. Par exemple, sur la question de la réforme des subventions néfastes, la Colombie, les Fidji, le Brésil et les Philippines pourraient partager leur expérience, en partenariat avec la société civile et les acteurs agricoles locaux, tout en encourageant d'autres pays à leur emboîter le pas. Si cette initiative vise la cible 18, elle contribue aussi à la cible 2 sur la restauration des écosystèmes, à la cible 10 sur l'agriculture durable et à la cible 14 sur la prise en compte de la biodiversité dans les politiques.

Les prochains mois offriront, au sein comme en dehors de la CDB, des occasions de réunir de telles coalitions autour de défis précis : la réunion de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, en octobre, pourrait par exemple aborder la question du financement de la biodiversité. Ces espaces de discussion pourraient s'appuyer sur l'Examen mondial comme ossature pour : (1) débattre des priorités et des réponses collectives sur un sujet donné, et (2) relier ces réponses à un processus de mise en œuvre. L'Examen mondial pourrait fournir un diagnostic et un processus de décision à l'échelle multilatérale ; ce qui manque encore, c'est une **plateforme pérenne capable de transformer ce diagnostic partagé en un écosystème vivant pour accélérer l'action** d'ici 2030.

BIODIVERSITÉ | BIODIVERSITÉ ET DÉVELOPPEMENT | FINANCEMENT BIODIVERSITÉ | COP17 BIODIVERSITY | CBD INTERNATIONAL NEGOTIATIONS | EXAMEN MONDIAL